

# DJAMEL ZENATI ET LAHOUARI ADDI LANCENT UN APPEL À L'ANP : «Le quatrième mandat va approfondir les fractures»

**Djamel Zenati et Addi Lahouari ont lancé un appel à l'ANP dont nous reproduisons l'intégralité du texte.**

«Les rumeurs, fondées ou non, sur la division du Commandement militaire au sujet de la situation politique du pays sont une source d'inquiétudes pour les citoyens qui craignent que l'unité de l'armée ne soit menacée. En tant que membres actifs de la société civile, nous nous faisons l'écho d'une profonde anxiété de nos concitoyens qui redoutent une répétition de la crise de 1962 que rien ne justifie.

Le socle sociologique de notre société ne comporte pas une telle menace, l'Algérie n'étant ni le Liban des communautés aux haines ancestrales, ni la Syrie où la hiérarchie militaire est dominée par une minorité religieuse. Issue d'un mouvement populaire de libération, l'ANP est le produit de la conscience nationale forgée par plusieurs générations de nationalistes qui ont sacrifié leurs vies dans le combat anticolonial. Elle est née pour défendre la nation et pour garantir son unité.

Quelles que soient les divergences politiques du moment, les officiers du Commandement militaire ont le devoir impérieux de maintenir intacte l'unité de l'ar-

mée, précieux acquis de la Révolution de 1954. Si les vicissitudes historiques l'ont amenée à incarner la souveraineté nationale au nom d'une mission historique à réaliser, les officiers supérieurs doivent faire preuve d'intelligence pour refuser que les divisions politiques et idéologiques de la société ne se reflètent dans leur rang.

S'il est dans l'ordre des choses que les députés de l'Assemblée Nationale, appartenant à des courants différents, soient divisés publiquement et poléminent entre eux dans l'enceinte de leur institution, il est dangereux que les officiers se politisent et s'impliquent dans le choix des hommes qui auront à diriger l'Etat.

La construction de l'Etat de droit est un chemin difficile et tortueux où les intérêts matériels des individus et l'appétit de pouvoir et de puissance des groupes sont des tendances inscrites dans la nature de l'être humain. La seule manière de les surmonter est la mise en place de contre-pouvoirs institutionnels pour faire respecter les lois de l'Etat de droit au-dessus de tous.



Addi Lahouari.

Dans un environnement régional et international devenu plus agressif depuis lesdites révoltes arabes, l'Algérie ne peut se permettre d'avoir une armée à l'image des autres institutions défaillantes de l'Etat.

L'impérialisme occidental, sous les traits du mondialisme aujourd'hui, a la mémoire et ne pardonne pas à l'ALN d'avoir arraché l'indépendance par la



Djamel Zenati.

lutte révolutionnaire. Les civils que nous sommes, par devoir patriotique, appelons les officiers supérieurs à avoir aussi la mémoire et à garder intacte en eux l'éthique de l'ALN en renforçant l'unité du Commandement pour préserver l'ANP des divisions politiques et idéologiques, gérables dans la société mais ingérables dans l'armée. Il y a urgence à engager le pays dans

la voie de la transition démocratique. La responsabilité de l'armée est à cet égard historique. Les conditions sont favorables pour une transition pacifique aujourd'hui. Il n'en sera pas de même demain.

Le 4<sup>e</sup> mandat va approfondir les fractures et déposséder l'Algérie de tous ses atouts. La baisse imminente des revenus des hydrocarbures va alors précipiter le pays dans une crise sans aucune issue. Sauf à vouloir brader nos richesses et abdiquer notre souveraineté. Le résultat est somme toute le même.

Aussi, nous appelons les officiers des différents appareils de l'armée à ne pas céder à une tentation aventureuse.

Cela exposerait le pays à un drame de trop. La décision doit désormais revenir aux citoyennes et aux citoyens qui doivent se prononcer en toute liberté. Les erreurs du passé appartiennent à l'histoire et l'avenir aux générations futures. L'élection du 17 avril n'est qu'un épisode de l'histoire du pays qu'il faut mettre à l'abri de cassures irréversibles.»

Gloire à nos martyrs.

**Lahouari Addi  
Djamel Zenati**

## BELAÏD ABRIKA :

# «Je suis contre le 4<sup>e</sup> mandat»

**L'ex-leader du mouvement des Arouchs fait son retour sur la scène politique : «Je suis contre le 4<sup>e</sup> mandat de Abdelaziz Bouteflika et le scrutin du 17 avril 2014 est une non-élection ». Pour Belaïd Abrika : «L'essentiel du changement interviendra au lendemain du 18 avril.»**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Invité de l'espace Plasti du quotidien *Algérie News*, Belaïd Abrika a catégoriquement démenti, hier, à Alger, la rumeur colportée ces derniers jours sur les

réseaux sociaux et suivant laquelle il soutiendrait le 4<sup>e</sup> mandat de Abdelaziz Bouteflika. Il lance d'emblée, qu'il ne pourra pas cautionner celui qui le tient pour «responsable de l'assassinat, en 2001, de 126 jeunes en Kabylie, par la Gendarmerie nationale», car persiste-t-il «c'est sous son règne que la tragédie a eu lieu».

L'ex-leader du mouvement des Arouchs ne rejette pas seulement le 4<sup>e</sup> mandat de Abdelaziz Bouteflika mais aussi le processus électoral en cours qu'il qualifie d'une «non-élection». Il lance à ce propos : «Quel crédit peut-on donner à

des élections truquées d'avance et à quel qu'un qui a régné pendant 15 ans pour venir, aujourd'hui, renouveler des promesses qu'il n'a pas tenues tout au long de cette période.»

## Abrika se projette dans l'après-18 avril

Belaïd Abrika ne veut pas entendre parler de «son retour» sur la scène politique pour la simple raison qu'il estime ne l'avoir «jamais quittée». Il affirme, depuis, soutenir plusieurs mouvements citoyens à travers le pays, mais il se trouve que «le régime actuel entrave toute action citoyenne». Pour lui «une lutte pacifique face à un

régime mafieux n'est pas aisée» et que parfois «nous avons besoin de se retirer pour reprendre des forces». C'est ainsi qu'il considère que «si je n'apparais pas, cela ne veut pas dire que je n'active pas». Des propos qui emmèneront l'ex-leader du mouvement des Arouchs à conclure qu'aujourd'hui «il faut mettre de côté nos divergences et placer la perspective du changement au-dessus de tout».

Un changement dont l'essentiel, aux yeux de Belaïd Abrika, interviendra au lendemain du 18 avril, mais à condition que l'opposition joigne ses forces.

**M. M.**

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

# Les retraités de l'ANP se disent «apolitiques»

**Se disant «apolitique», l'Organisation nationale des retraités de l'Armée nationale populaire se dit loin de la tension électorale qui caractérise la scène nationale, présidentielle du 17 avril oblige.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - De ce fait, cette entité tient à se démarquer totalement des appels de certains des retraités, se revendiquant de l'organisation pour des rassemblements et des marches pour demain mardi par-devant les secteurs militaires de certaines wilayas du pays pour appuyer des revendications sociales qu'ils disent toujours pas satisfaites.

«Je regrette que des médias se font les relais de personnes se réclamant de notre organisation», a tenu, d'emblée, à affirmer

le président de l'ONR/ANP, hier, à l'occasion d'une conférence de presse. Pour le général Mohamed Oudaï, ces gens ne représentent «qu'eux-mêmes», invitant le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à réagir pour mettre de l'ordre dans ce tissu associatif qui déserte son champ d'action pour se fourvoyer dans un autre qui n'est pas le sien. «Il faut qu'on retire l'agrément à toute organisation qui se serait lancée dans un terrain qui n'est pas le sien», a-t-il dit, allant jusqu'à soutenir avoir refusé que

son organisation serve de tremplin dans l'opération de collecte des signatures pour la validation des candidatures pour la présidentielle du 17 avril auprès du Conseil constitutionnel.

«A titre individuel, chacun des membres de l'organisation est libre d'opter pour le candidat de son choix ou pour le boycott, mais il n'est pas question que nous nous positionnions en tant qu'organisation», a-t-il poursuivi.

Pour Oudaï, ces retraités de certaines wilayas qui, «pour la plupart non adhérents à notre organisation», et qui appellent à des manifestations publiques demain, sont nourris par des «ambitions politiques avérées», «tentent de faire croire à notre

implication dans le débat actuel autour de l'élection présidentielle du 17 avril prochain, et cela en contradiction de la loi n°12-16 du 12 janvier 2012 régissant les associations».

Car les droits qu'ils revendiquent «sont déjà pris en charge par le ministère de la Défense nationale, ministère de tutelle, et ces personnes qui «ne représentent qu'elles-mêmes se cachent derrière l'ONR/ANP, pour négocier de médiocres promesses avec certains candidats à la présidentielle en vue d'avantages strictement personnels».

Condamnant et se démarquant de ces agissements «mal-sains», le président de l'ONR/ANP dit se réserver le droit

de «radier de ses rangs les personnes incriminées, avec poursuites judiciaires», rappelant que l'organisation est une entité «apolitique» qui demeurera «vigilante face à toute menace contre les institutions en général et l'ANP en particulier».

Cela, non sans que l'organisation ne prône la voie de la sagesse qui serait un engagement solennel de tous les candidats à la présidentielle du 17 avril 2014 de faire du prochain mandat celui d'une «transition, en vue de l'instauration d'une démocratie réelle» comme revendiqué, par ailleurs, par nombre d'acteurs politiques et autres personnalités nationales.

**M. K.**